

Septembre 2012



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

COMITÉ FINANCIER

Cent quarante-septième session

Rome, 5-9 novembre 2012

Situation financière de l'Organisation au 30 juin 2012

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Aiman Hija

Directeur de la Division des finances et Trésorier

Tél.: +39 06 570 54676

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

Le présent rapport sur la situation financière de l'Organisation récapitule les résultats non vérifiés de la période de six mois qui prend fin le 30 juin 2012. Les faits marquants sont les suivants:

- **Situation de trésorerie au titre du Programme ordinaire.** Au 30 juin 2012, le solde des encaisses, des équivalents de trésorerie et des dépôts à court terme du Programme ordinaire avait augmenté pour s'établir à 110,4 millions d'USD (contre 61,3 millions au 31 décembre 2011), dû en grande partie à la collecte d'arriérés de 2011 au premier trimestre 2012. Cependant, le taux de recouvrement des contributions des États Membres a été extrêmement faible au cours des six premiers mois de 2012. En cas de retard dans le paiement des contributions ordinaires des grands bailleurs de fonds, l'Organisation pourrait être obligée de recourir à des emprunts extérieurs d'ici octobre 2012.
- **Obligations non financées au titre des plans de prestations en faveur du personnel.** Au 30 juin 2012, les obligations au titre des quatre plans étaient au total de 1,1746 milliard d'USD, dont 823,5 millions d'USD non provisionnés (757,0 millions d'USD au titre de l'assurance maladie après cessation de service et 66,5 millions d'USD pour le Fonds des indemnités de départ). Le sous-financement des obligations de dépenses au titre de l'assurance maladie après cessation de service continue de contribuer lourdement au déficit structurel du Fonds général. Selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2011, pour que ces plans soient financés intégralement, un montant supplémentaire de 24,6 millions d'USD par an pendant 30 ans serait nécessaire pour l'assurance maladie après cessation de service et un montant supplémentaire de 5,9 millions d'USD par an pendant 15 ans serait nécessaire pour le Fonds des indemnités de départ.
- **Placements disponibles à la vente.** La valeur des placements disponibles à la vente au 30 juin 2012 était de 344,0 millions d'USD (326,9 millions d'USD au 31 décembre 2011) ce qui résulte d'une augmentation de la valeur de réalisation et d'un financement supplémentaire de 4,0 millions d'USD approuvé par la Conférence pour l'assurance maladie après cessation de service. L'instabilité des marchés continue de préoccuper l'Organisation, qui suit très étroitement l'évolution de la situation.
- **Solde du fonds général et des fonds apparentés.** Le déficit du Fonds général est passé de 641,3 millions d'USD au 31 décembre 2011 à 427,9 millions d'USD au 30 juin 2012, ce qui tient au fait que les contributions des États Membres pour 2012 ont été intégralement comptabilisées, contre seulement six mois de dépenses engagées à ce jour. Le déficit du Fonds général devrait augmenter et atteindre environ 700 millions d'USD à la fin de 2012.

INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier est invité à noter que la situation de trésorerie de l'Organisation au 30 juin 2012 s'était améliorée par rapport à celle arrêtée au 31 décembre 2011 grâce au paiement des arriérés. Le niveau des liquidités a beaucoup diminué par rapport à l'exercice précédent à la même date (110,4 millions d'USD au 30 juin 2012 contre 213,8 millions d'USD au 30 juin 2011), ce qui s'explique par une baisse des contributions recouvrées au cours des six premiers mois de 2012 (45,43 pour cent) par rapport à la même période en 2011 (60,22 pour cent). Compte tenu de la réserve de trésorerie limitée, l'Organisation reste fortement tributaire du calendrier de paiement des principaux bailleurs de fonds.
- Le Comité financier est également invité à prendre note que la réduction du déficit de l'Organisation, qui est passé de 641,3 millions d'USD au 31 décembre 2011 à 429,4 millions d'USD, ne signifie pas que la situation s'est améliorée, mais que les dépenses engagées à ce jour ne représentent que six mois d'utilisation des crédits de l'année complète. D'ici au 31 décembre 2012, le déficit du Fonds général devrait être d'environ 700 millions d'USD si l'on tient compte des dépenses qui seront engagées pendant les six mois restants et le manque de financement disponibles pour compenser le coût de l'amortissement des obligations dues au titre de l'assurance-maladie après cessation de service et du Fonds des indemnités de départ.

Projet d'avis

- **Le Comité financier a noté que la situation de trésorerie au 30 juin 2012 s'était améliorée par rapport à décembre 2011 en raison du recouvrement d'arriérés, mais que la baisse importante du taux de recouvrement des contributions dues en 2012, par rapport à la période précédente, avait eu une incidence négative sur la situation de trésorerie de l'Organisation. Le Comité a exhorté tous les États Membres à verser intégralement et ponctuellement leurs contributions ordinaires, afin que la FAO continue à financer les dépenses d'exploitation liées à l'exécution de son programme de travail et évite de recourir à des emprunts externes.**
- **Le Comité financier a noté la réduction temporaire du déficit du Fonds général et a pris connaissance avec préoccupation que le déficit prévu au 31 décembre 2012 devrait être supérieur à celui de l'exercice précédent à la même date et atteindre environ 700 millions d'USD.**

Introduction et sommaire

1. Le rapport sur la situation financière de l'Organisation récapitule les résultats non vérifiés de la période de six mois terminée le 30 juin 2012. Il s'articule comme suit:

- **Résultats financiers de la période de six mois ayant pris fin le 30 juin 2012:**
 - i) **État de l'actif, du passif, et des soldes des Réserves et Fonds** au 30 juin 2012, présentés par source de financement, y compris les soldes au 31 décembre 2011 à titre de comparaison.
 - ii) **État des recettes et dépenses et variations des soldes des Réserves et Fonds** pour les six mois ayant pris fin le 30 juin 2012, présentés par sources de financement, y compris les soldes comparatifs pour les six mois ayant pris fin le 30 juin 2010.
- **Observations succinctes sur les résultats financiers pour les six mois ayant pris fin le 30 juin 2012**
- **Mouvements de trésorerie prévus jusqu'au 31 décembre 2012**

Résultats financiers pour les six mois ayant pris fin le 30 juin 2012

2. Les résultats financiers non vérifiés pour les six mois ayant pris fin le 30 juin 2012 sont présentés dans les tableaux ci-après:

- Le **tableau 1** présente l'actif, le passif et les réserves du Fonds général et fonds apparentés et des activités menées au titre des fonds fiduciaires et du PNUD.
- Le **tableau 2** présente, pour la période considérée, les recettes et dépenses du Fonds général et fonds apparentés ainsi que des activités menées au titre des fonds fiduciaires et du PNUD.

Tableau 1

ACTIF, PASSIF ET SOLDES DES RÉSERVES ET FONDS
Au 30 juin 2012
(en milliers d'USD)

	Fonds		CHIFFRES NON VÉRIFIÉS	CHIFFRES VÉRIFIÉS
	Fonds général et fonds apparentés	Fonds fiduciaires et PNUD	30 juin 2012	31 décembre 2011
ACTIF				
Espèces et dépôts à court terme	110 385	491 535	601 920	568 490
Placements détenus à des fins de transaction	-	351 022	351 022	367 168
Contributions à recevoir des États Membres et du PNUD	291 386	6 586	297 972	117 668
À déduire: provision pour contributions en retard	(13 196)	(6 290)	(19 486)	(18 919)
Comptes débiteurs	47 854	-	47 854	51 101
Placements disponibles à la vente	343 992	-	343 992	326 873
TOTAL DE L'ACTIF	780 421	842 853	1 623 274	1 412 381
PASSIF				
Contributions reçues à l'avance	37	728 137	728 174	723 483
Obligations non liquidées	30 472	77 030	107 502	196 171
Comptes créditeurs	43 492	-	43 492	39 069
Recettes constatées d'avance	108 350	-	108 350	73 440
Plans de prestations en faveur du personnel	935 073	-	935 073	906 060
TOTAL DU PASSIF	1 117 322	805 270	1 922 592	1 938 223
SOLDES DES RÉSERVES ET FONDS				
Fonds de roulement	25 654	-	25 654	25 654
Compte de réserve spécial	19 302	-	19 302	20 043
Compte des dépenses d'équipement	15 723	-	15 722	14 474
Compte des dépenses de sécurité	10 761	-	10 761	4 646
Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement	-	37 583	37 583	43 329
Gains / (pertes) non réalisés sur les placements	19 516	-	19 516	7 288
Soldes des fonds (déficit), en fin de période	(427 857)	-	(427 857)	(641 276)
SOLDE DES RÉSERVES ET DES FONDS, TOTAL	(336 901)	37 583	(299 318)	(525 841)
PASSIF ET SOLDE DES RÉSERVES ET FONDS, TOTAL	780 421	842 853	1 623 274	1 412 381

Tableau 2

RECETTES ET DÉPENSES ET VARIATIONS DES SOLDES DES RÉSERVES ET FONDS				
pour la période de six mois terminée le 30 juin 2012 (en milliers d'USD)				
	Fonds		Total	
	Fonds général et fonds apparentés	Fonds fiduciaires et PNUD	30 juin 2012	30 juin 2010 (re-traités)
RECETTES:				
Contributions ordinaires des États Membres	494 304	-	494 304	515 636
Contributions volontaires	21 801	275 516	297 317	311 686
Fonds reçus dans le cadre d'arrangements interinstitutions	134	1 003	1 137	5 014
Activités financées conjointement	11 485	-	11 485	7 136
Divers	1 120	196	1 316	3 580
Produits des placements disponibles à la vente	1 199	-	1 199	3 930
Autres recettes accessoires nettes	4 300	-	4 300	4 335
(Pertes) / Gains de change	(7 401)	-	(7 401)	(33 800)
TOTAL DES RECETTES	526 942	276 715	803 657	817 517
DÉPENSES:				
Programme ordinaire	240 541	-	240 541	207 929
Projets	-	276 519	276 519	294 994
TOTAL DES DÉPENSES	240 541	276 519	517 060	502 923
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	286 401	196	286 597	314 594
Pertes ou gains actuariels	(6 600)	-	(6 600)	(9 916)
Coût financier des obligations de dépenses liées au personnel	(24 314)	-	(24 314)	(29 336)
Provision pour contributions à recevoir et autres actifs	(442)	-	(442)	(252)
Recettes constatées d'avance	(34 910)	-	(34 910)	(38 906)
Variation nette du compte des dépenses d'équipement	(1 248)	-	(1 248)	(9 726)
Variation nette du compte des dépenses de sécurité	(6 115)	-	(6 115)	(7 637)
EXCÉDENT / (DÉFICIT) NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	212 772	196	212 969	218 821
Virement d'intérêts sur les comptes de donateurs	-	(196)	(196)	-
Virements nets à partir des/(vers les) réserves				
Fonds de roulement	-	-	-	-
Compte de réserve spécial	742	-	742	18 960
Modification des conventions comptables concernant: la classification des revenus des placements à court terme			-	(2 173)
Soldes de fonds, en début de période (comme indiqué précédemment)	(641 371)	-	(641 371)	(558 992)
SOLDES DES FONDS, FIN DE PÉRIODE	(427 857)	-	(427 856)	(323 384)

Observations succinctes sur les résultats financiers de la période de six mois ayant pris fin le 30 juin 2012

Situation de trésorerie et contributions non acquittées

3. Les liquidités de l'Organisation (Fonds général), constituées de l'encaisse et équivalents de trésorerie, se montaient à 110,4 millions d'USD au 30 juin 2012, soit une progression de 49 millions d'USD par rapport au solde de 61,4 millions d'USD enregistré le 31 décembre 2011. Cette hausse est due en grande partie à la collecte d'arriérés de 2011 au premier trimestre 2012. Il convient néanmoins de noter que ce montant était nettement inférieur à l'encaisse et aux équivalents de trésorerie de l'année précédente à la même période (110,4 millions d'USD contre 213,8 millions d'USD au 30 juin 2011). En conséquence, si les grands bailleurs de fonds ne règlent pas leurs arriérés de contributions d'ici octobre 2012, l'Organisation pourrait être obligée de recourir à des emprunts extérieurs. Les projections de mouvements de trésorerie de l'Organisation sont examinées plus en détail ci-dessous.

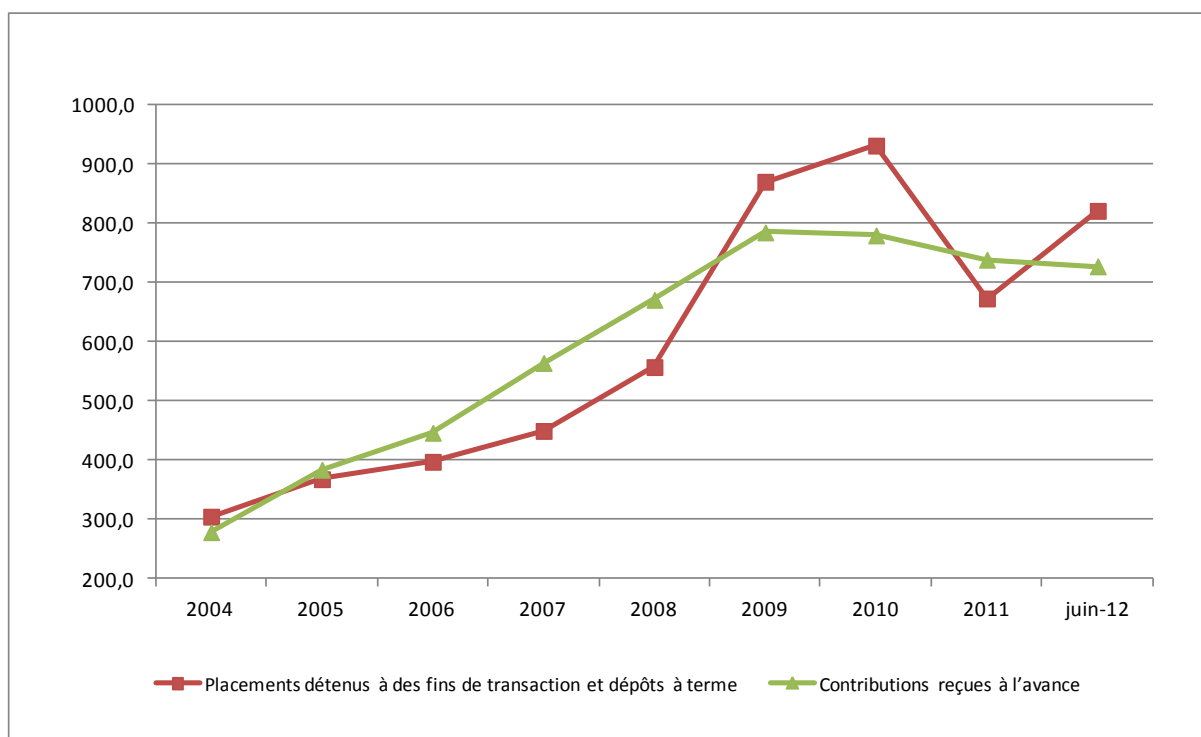
Placements détenus à des fins de transaction

4. La valeur des placements détenus à des fins de transaction au 30 juin 2012 était de 351,0 millions d'USD. Avec les dépôts à terme (471,0 millions d'USD) comptabilisés dans les encaisses et les équivalents de trésorerie, elle représente principalement les soldes non dépensés de fonds fiduciaires détenus en attente de décaissement pour l'exécution des projets.

5. Même si les taux d'intérêt sont globalement restés très faibles, l'Organisation est parvenue, en conservant une politique prudente et en investissant dans des produits financiers à faible risque, à dégager, pour ses placements détenus à des fins de transaction, un rendement annualisé de 0,13 pour cent pour les six mois. Ce chiffre demeure cependant supérieur au rendement de référence, qui était de 0,035 pour cent. En 2011, le rendement global avait été de 0,15 pour cent contre un rendement de référence de 0,05 pour cent.

6. Le tableau 3 donne des informations sur les soldes des placements détenus à des fins de transaction et des dépôts à terme correspondant aux fonds fiduciaires et montre leur évolution par rapport aux contributions reçues à l'avance à la fin de chaque année, de 2004 au 30 juin 2012.

Tableau 3



Placements disponibles à la vente

7. La valeur des portefeuilles de placements disponibles à la vente, qui sont des placements mis en réserve pour financer les plans de prestation en faveur du personnel, a augmenté, passant de 326,9 millions d'USD au 31 décembre 2011 à 344 millions d'USD au 30 juin 2012. Cette hausse tient à plusieurs facteurs:

- 4 millions d'USD supplémentaires ont été injectés dans le portefeuille, ce qui est conforme aux contributions reçues, lesquelles comprennent un montant supplémentaire approuvé par la Conférence pour financer les engagements au titre de l'assurance maladie après cessation de service;
- durant les six mois se terminant le 30 juin 2012, le rendement du portefeuille de placements disponibles à la vente a représenté un gain net de 13,2 millions d'USD, en dépit d'une incidence négative sur le change pour les placements libellés en euros. Ce gain s'explique globalement par des conditions de marché favorables; il comprend 4 millions d'USD d'intérêts perçus et 12,2 millions d'USD de gains non réalisés nets, desquels il faut déduire 2 millions d'USD de pertes réalisées et 1 million d'USD de frais de gestion versés aux gestionnaires des portefeuilles de l'Organisation.

Plans de prestation en faveur du personnel

8. La FAO dispose de quatre plans (les « plans ») de prestations dont bénéficie le personnel à la cessation de service ou en cas de maladie ou d'accident du travail:

- Assurance-maladie après cessation de service
- Régime des indemnités pour cessation de service
- Fonds de réserve du plan d'indemnisation
- Fonds des indemnités de départ

9. Les résultats de la dernière évaluation actuarielle et les besoins de financement et questions qui en découlent ont été présentés en détail à la cent quarante-troisième session du Comité financier dans le document FC 143/4 - *Évaluation actuarielle des obligations relatives au personnel pour 2011*. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée le 31 décembre 2012.

10. Le montant total des obligations afférentes à ces plans s'élevait au 30 juin 2012 à 1,1746 milliard d'USD (contre 1 152,1 milliard d'USD au 31 décembre 2011). Le solde de 935,1 millions d'USD, qui apparaît dans l'état de l'actif, du passif et des soldes de réserves et fonds au 30 juin 2012, représente les obligations comptabilisées au titre des plans sur la base de l'évaluation actuarielle de 2011 et compte tenu des dépenses engagées et des paiements effectués durant les six mois ayant pris fin au 30 juin 2012. Les obligations non comptabilisées au 30 juin 2012, d'un montant de 239,5 millions d'USD, résultent de l'adoption de la méthode comptable du couloir¹ appliquée dans le contexte des normes IPSAS pour prendre en compte les gains et pertes actuariels.

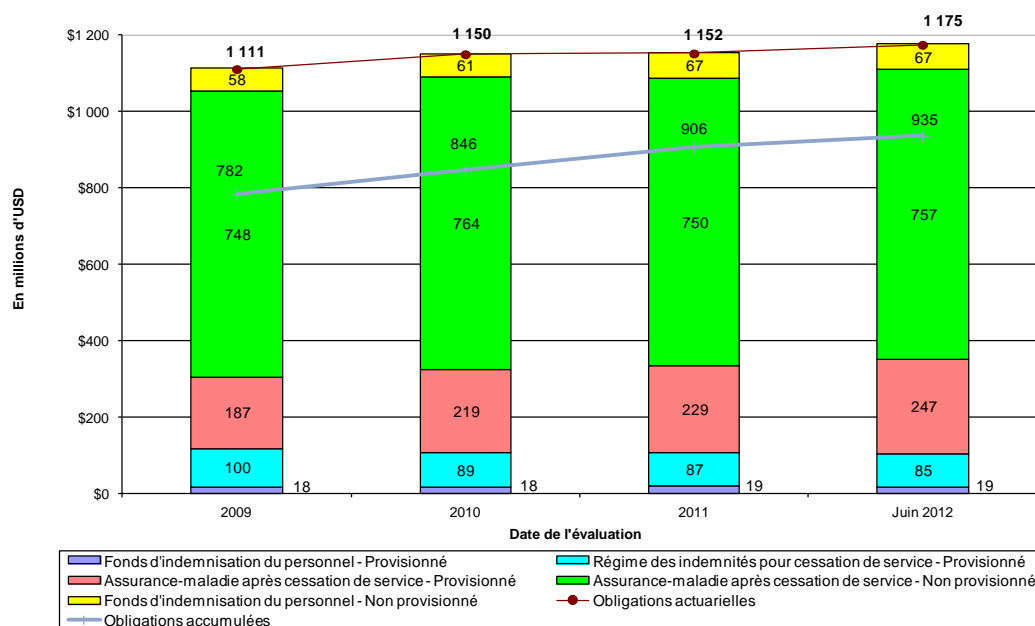
11. Durant les six mois terminés au 30 juin 2012, l'état des recettes et dépenses fait apparaître, pour l'ensemble des plans, des coûts au titre des services rendus pendant l'exercice (inclus dans les dépenses du Programme ordinaire) de 19,5 millions d'USD, un amortissement des pertes actuarielles de 6,6 millions d'USD et des coûts financiers de 24,3 millions d'USD. Il est prévu d'utiliser les recettes des placements disponibles à la vente pour couvrir le coût financier résultant de l'accroissement de la valeur actualisée des obligations de dépenses au titre du personnel. Cet engagement n'étant pas totalement financé, on constate un écart de 23,1 millions d'USD environ entre les recettes des placements disponibles à la vente et le coût financier.

12. Au 30 juin 2012, les obligations non financées au titre des plans en faveur du personnel s'élevaient à 823,5 millions d'USD et se répartissaient comme suit: 757,0 millions d'USD pour l'assurance maladie après cessation de service et 66,5 millions d'USD pour le Fonds des indemnités de départ. Le tableau 4 analyse le montant total des obligations actuarielles, par plan et par état du financement

¹ En vertu de la méthode du couloir, les gains et pertes actuariels dépassant 10 pour cent de la valeur de l'engagement actuariel sont étalés sur la durée d'activité moyenne résiduelle des bénéficiaires du plan.

Tableau 4

Obligations relatives au personnel: total des obligations par plan et par situation de financement pour les trois années écoulées



Solde du fonds général et des fonds apparentés

13. Le déficit du Fonds général est passé de 641,3 millions d'USD au 31 décembre 2011 à 427,9 millions d'USD au 30 juin 2012, ce qui tient au fait que les contributions des États Membres pour 2012 ont été intégralement comptabilisées, contre seulement six mois de dépenses sur la même période. Cette situation n'est pas représentative du résultat de 2012; en effet, compte tenu des dépenses supplémentaires qui seront engagées durant les six mois restants et d'une hausse limitée des autres recettes, le déficit du Fonds général devrait atteindre environ 700 millions d'USD.

Dépenses du PCT et crédits disponibles

14. Au cours des six mois ayant pris fin le 30 juin 2012, les dépenses au titre du programme de coopération technique (PCT) imputées aux ouvertures de crédits de 2012 se montaient à 1,5 million d'USD alors que les dépenses effectuées au titre des crédits de 2010-2011 se chiffraient à 17,2 millions d'USD. Les dépenses mensuelles moyennes du PCT au cours de la période se sont établies à 3,1 millions d'USD, un chiffre en hausse par rapport aux dépenses moyennes de la période de comparaison achevée le 30 juin 2010, soit 2,4 millions d'USD. Au 30 juin 2012, les recettes constatées d'avance au titre du PCT (c'est-à-dire les crédits disponibles) s'élevaient à 101,7 millions d'USD.

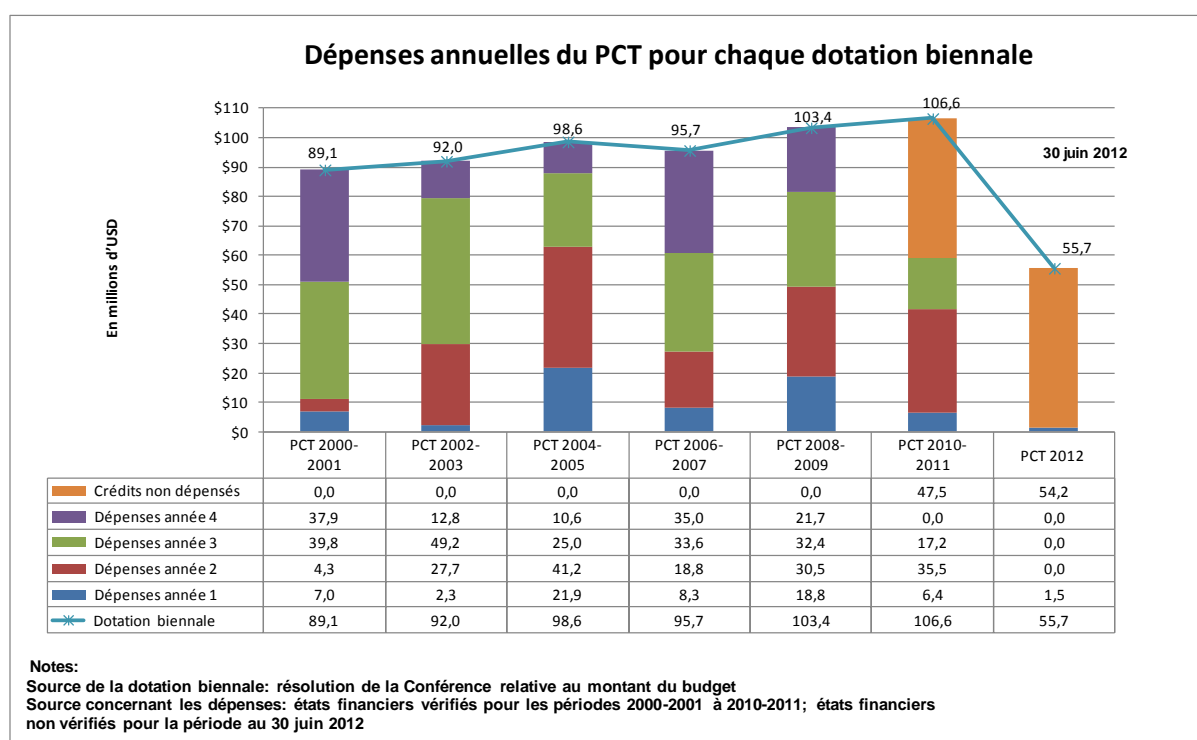
15. On trouvera au tableau 5 ci-dessous un récapitulatif de la part des crédits ouverts au titre du PCT qui a été effectivement utilisée (montants mensuels moyens):

Tableau 5

Dépenses mensuelles moyennes	Exercice biennal					
	6 mois 2012	2010-2011	6 mois 2010	2008-2009	2006-2007	2004-2005
	3,1	4,0	2,4	4,9	2,5	5,2

16. Le tableau 6 présente les dépenses du PCT (y compris les charges à payer) pour toutes les périodes de dotation, ainsi que les crédits disponibles (recettes constatées d'avance) au titre du PCT pour chaque exercice, du 1^{er} janvier 2000 au 30 juin 2012. Les dépenses engagées depuis le début de l'année par rapport aux crédits pour 2012 ne représentent que 2,7 pour cent des crédits disponibles, alors que les dépenses engagées à ce jour par rapport au solde reporté des crédits de 2010-2011 représentent 26,6 pour cent, ce qui est conforme aux prévisions d'utilisation totale des crédits d'ici à la fin de l'exercice 2012-2013.

Tableau 6



Report du solde non dépensé pour le Plan d'action immédiate

17. Au 31 décembre 2011, conformément à la résolution 5/2001 de la Conférence qui lui en donnait l'autorisation, l'Organisation a reporté le solde non dépensé (8,7 millions d'USD) des crédits 2010-2011 pour la mise en œuvre intégrale du PAI, et notamment les coûts de l'investissement ponctuel afférent au PAI devant être engagés pendant l'exercice budgétaire 2012-2013. Au 30 juin 2012, 2,1 millions des crédits reportés ont été dépensés comme suit: 1,3 million d'USD pour financer les groupes de travail spécialisés de l'unité de gestion du programme du PAI, 0,3 million d'USD pour la communication autour du PAI et 0,2 million d'USD pour renforcer le système de programmation, de budgétisation et de suivi axé sur les résultats.

Pertes de change

18. Au cours des six mois ayant pris fin le 30 juin 2012, l'Organisation a enregistré une perte de change nette d'un montant de 7,4 millions d'USD. Sur cette somme, les pertes brutes effectives de l'Organisation sont imputables en grande partie à la portion des quotes-parts versées en euros². Les variations de change effectives (variations en espèces) de l'Organisation ont représenté une perte de 0,7 million d'USD pour la période. Cette perte a été virée au Compte de réserve spécial, conformément à la décision prise par les États Membres à la cent trente-cinquième session du Comité financier (FC 135/2) de cesser de virer vers le Compte de réserve spécial les écarts comptables liés à la conversion d'EUR en USD.

Mouvements de trésorerie prévus en 2012 (Programme ordinaire)

19. Le tableau 7 ci-après présente la situation de trésorerie consolidée du Programme ordinaire de l'Organisation (encaisses, équivalents de trésorerie et placements à court terme), telle qu'enregistrée du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012 et telle que projetée jusqu'au 31 décembre 2012. Tous les montants sont exprimés en millions d'USD. Les principaux faits à noter sont présentés ci-dessous de même que les hypothèses utilisées pour les projections.

- Le pourcentage des contributions mises en recouvrement pour 2012 versé à l'Organisation par les États Membres pour les six premiers mois de l'année était de 45,43 pour cent, chiffre nettement inférieur à celui de la fin du mois de juin 2011 (60,22 pour cent).
- Il convient de noter que 2011 fait partie des années de Conférence au cours desquelles les taux de recouvrement sont en général plus élevés; ainsi, en 2009, année de Conférence, le taux était de 59,34 pour cent, contre 45,24 pour cent en 2010.
- Certains grands bailleurs de fonds n'ont pas payé les contributions dont ils devaient s'acquitter, ce qui explique le taux de recouvrement plus faible.

20. D'après les informations les plus récentes communiquées par les Membres concernant les dates de règlement prévues, les liquidités disponibles pour le Programme ordinaire en 2012 devraient être suffisantes pour couvrir les besoins opérationnels en 2012. Il est néanmoins probable que les soldes de liquidités du Programme ordinaire seront épuisés en octobre et que l'Organisation devra recourir à des emprunts extérieurs d'ici le début d'octobre 2012.

21. La réalisation des prévisions figurant au tableau 7 ci-après sera fonction de la date à laquelle seront versées les plus grosses quotes-parts dues pour 2012.

² Les gains ou pertes de change sont constatées au moment où les contributions sont perçues et au moment de la conversion du solde des contributions, en fin de période.

Tableau 7

